

DEPARTEMENT
SEINE-MARITIME
CANTON
EU
COMMUNE
EU

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté-Égalité-Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2026/486/AR/6.4

ARRETE MODIFICATIF PORTANT AUTORISATION D'UN DEBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE A L'OCCASION D'UNE MANIFESTATION PUBLIQUE

Le Maire de la commune de Eu,

Vu :

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- le Code de la santé publique, et notamment ses articles L.3321-1, L.3334-1, L.3334-2, L. 3335-4 et L.3352-5,
- l'arrêté préfectoral « CAB/BPA » du 15 décembre 2021 portant règlement général des débits de boissons dans le département de la Seine-Maritime

Considérant :

- la demande du 26 juin 2026 de Monsieur POIX Etienne, gérant du commerce « Speed'e'beers », sollicitant une autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons de 3^{ème} catégorie, sur la place Laurent O'Toole, du jeudi 9 juillet 2026 au vendredi 10 juillet 2026 de 19h00 à 23H30, à l'occasion du festival du Murmure du son,
- l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2027 portant interdiction temporaire de la vente à emporter, de la détention sur la voie publique, et les terrains publics de toutes boissons alcooliques et alcoolisées dans le département de la Seine-Maritime, à l'occasion du match France-Maroc, du jeudi 9 juillet 2026 (20h00) jusqu'au vendredi 10 juillet 2026 (8h00)

ARRÊTE

Article 1 – Le présente arrêté abroge l'arrêté n°2026/475/AR/6.4 du 6 juillet 2026.

Article 2 – Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral, à savoir une fermeture au plus tard à 20 heures jeudi 9 juillet 2026.

Article 3 – Monsieur POIX Etienne, gérant du commerce « Speed'e'beers », sise 1 rue Charles Morin 76 260 EU est autorisé à ouvrir un premier débit temporaire de boissons de 3^{ème} catégorie, rue Charles Morin, le **jeudi 9 juillet 2026 de 11h00 à 20h00** et le vendredi 10 juillet 2026 de 11h à 22h00, à l'occasion du festival du Murmure du son.

Article 4 – Le débit de boissons temporaire sera soumis au respect des zones protégées du département et des règles sanitaires en vigueur à cette date. En cas de nécessité, le Maire ou le 1^{ère} adjoint se réserve le droit d'arrêter toutes ventes d'alcool.

Article 4 – Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant demandant l'autorisation. Une copie sera adressée au Commandant de la gendarmerie et à la police municipale.

Fait à EU, en l'Hôtel de ville, le neuf juillet deux mille vingt-six.

M. Robin DEVOGELAERE
Maire de la Ville d'Eu



Article L3334-1 (CSP)

Par dérogation aux dispositions des [articles L. 3332-2 et L. 3332-3](#), l'ouverture, par des personnes ou sociétés de nationalité française ou étrangère, de débits de boissons de toute nature à consommer sur place est autorisée dans l'enceinte des expositions ou des foires organisées par l'Etat, les collectivités publiques ou les associations reconnues comme établissements d'utilité publique pendant la durée des manifestations.

Chaque ouverture est subordonnée à l'avis conforme du commissaire général de l'exposition ou de la foire ou de toute personne ayant même qualité. L'avis est annexé à la déclaration souscrite à la mairie ou à la préfecture de police à Paris, et à la recette buraliste des contributions indirectes.

Article L3334-2 (CSP)

Les personnes qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établissent des cafés ou débits de boissons ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par [l'article L. 3332-3](#), mais doivent obtenir l'autorisation de l'autorité municipale.

Les associations qui établissent des cafés ou débits de boissons pour la durée des manifestations publiques qu'elles organisent ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par l'article L. 3332-3 mais doivent obtenir l'autorisation de l'autorité municipale dans la limite de cinq autorisations annuelles pour chaque association. Dans les débits et cafés ouverts dans de telles conditions, il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes un et trois définis à [l'article L. 3321-1](#).

Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, le représentant de l'Etat dans le département peut autoriser, par voie d'arrêté, la vente des boissons de quatrième groupe, dont la consommation y est traditionnelle, dans la limite maximum de quatre jours par an.

Article L3335-4 (CSP)

La vente et la distribution de boissons des groupes 3 à 5 définis à [l'article L. 3321-1](#) est interdite dans les stades, dans les salles d'éducation physique, les gymnases et d'une manière générale, dans tous les établissements d'activités physiques et sportives.

Des dérogations peuvent être accordées par l'autorité administrative compétente pour des installations qui sont situées dans des établissements classés hôtels de tourisme ou dans des restaurants.

Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, le maire peut, par arrêté, et dans les conditions fixées par décret, accorder des autorisations dérogatoires temporaires, d'une durée de quarante huit heures au plus, à l'interdiction de vente à consommer sur place ou à emporter et de distribution des boissons du troisième groupe sur les stades, dans les salles d'éducation physique, les gymnases et les établissements d'activités physiques et sportives définies par la [loi n° 84-610 du 16 juillet 1984](#) relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, en faveur :

- a) Des associations sportives agréées conformément à [l'article L. 121-4](#) du code du sport et dans la limite des dix autorisations annuelles pour chacune desdites associations qui en fait la demande ;
- b) Des organisateurs de manifestations à caractère agricole dans la limite de deux autorisations annuelles par commune ;
- c) Des organisateurs de manifestations à caractère touristique dans la limite de quatre autorisations annuelles, au bénéfice des stations classées et des communes touristiques relevant de la section 2 du chapitre III du titre III du livre Ier du [code du tourisme](#).

Article L3352-5 (CSP)

L'offre ou la vente, sous quelque forme que ce soit, dans les débits et cafés ouverts à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique et autorisée par l'autorité municipale, de boissons autres que celles des deux premiers groupes définis à l'article L. 3321-1, est punie de 3750 euros d'amende.

